

Les régions de montagne disent non à toute « stratégie de retrait organisé » !

Les collectivités publiques doivent-elles envisager un retrait de leur soutien aux territoires montagnards les plus isolés ? Cette question a occupé le devant de la scène médiatico-politique en cette année 2017. En février, un rapport du think tank libéral Avenir Suisse appelait à l'élaboration d'une stratégie fédérale pour les zones de montagne. Les auteurs y évoquent « des régions où le processus d'atrophie est si avancé qu'elles nécessitent des stratégies de retrait organisé ». En juillet 2016, le président de l'organisation hotelleriesuisse, Andreas Züllig, s'est lui aussi exprimé dans une interview à swissinfo en faveur d'un masterplan pour les zones de montagne, incluant « une politique de renoncement. Certaines régions et certains lieux ne doivent plus être soutenus. »

Christine Bulliard-Marbach, Conseillère nationale PDC FR, Présidente du SAB

En août 2017, le détachement de trois millions de mètres cubes de roche du Piz Cengalo a enfoui le village grison de Bondo sous des tonnes d'éboulis et de boue. La Suisse entière et les pays limitrophes ont exprimé un soutien sans faille aux habitants de cette localité du Val Bregaglia, privés de leur domicile pour une durée indéterminée. En un bon mois, la Chaîne du bonheur a rassemblé pas moins de cinq millions de francs de dons. Avec cet événement, la nature inhospitalière des Alpes s'est rappelée à la conscience de l'opinion publique. Nos montagnes ne sont pas figées, elles continuent de bouger et leur évolution se trouve sans doute accélérée par les effets du réchauffement climatique. Les habitants des régions de montagne méritent à ce titre la protection de leurs concitoyens, de nos cantons et de notre Confédération.

Construire un pont pour 200 habitants ?

L'événement de Bondo a permis d'éclairer la problématique relevée par Avenir Suisse et hotelleriesuisse sous un angle réaliste. Seules les conditions objectives de sécurité, fixées par la topographie et l'évaluation des risques naturels, peuvent

nous conduire à nous désengager de certaines zones de la montagne et à laisser la nature y régner en maîtresse absolue. Les théoriciens précédemment cités ont évidemment à l'esprit d'autres critères que la sécurité. Ils songent plutôt à l'atrophie économique de certaines zones de montagne, qui justifierait selon eux un arrêt des investissements et un démantèlement des services publics. Ils se demandent ainsi s'il fait sens de construire un pont pour 200 habitants.

Les personnes concernées sauront apprécier. Alors qu'elles se battent pour maintenir une activité économique sur leur territoire, elles doivent faire face à des difficultés supplémentaires sur lesquelles elles n'ont que peu de prise. Le franc fort, les nouvelles réglementations en matière de construction de résidence secondaire et les prix trop bas de l'électricité issue des usines allemandes à charbon n'ont en effet pas été décidés par les montagnards. On veut aujourd'hui leur infliger une double peine, en arguant que leur mauvaise santé économique justifie un désengagement de l'Etat. Quel cynisme! Une telle pensée ouvre la voie à une politique territoriale à deux ou trois vitesses, comme on la voit en France

ou en Italie. Si elle se répandait, elle accélérerait encore l'exode dont sont victimes nos zones rurales et montagnardes. Quels futurs parents feraient le choix de s'établir dans une commune de montagne, s'ils n'étaient pas certains de disposer d'une école de qualité à proximité pour les quinze années à venir?

Les multiples fonctions de la montagne

Ce genre de raisonnement est un poison pour la cohésion nationale, pour le fédéralisme et pour le principe de subsidiarité. Il réduit la politique territoriale d'un pays à son économicité. Mais nous savons que nos régions de montagne tirent leurs valeurs d'une multitude de fonctions: la montagne est un lieu de travail, de ressourcement, de culture et de gastronomie. Les subventions que touchent les régions de montagne ne profitent pas uniquement à leurs habitants, mais à toutes les Suissesses et les Suisses. Skieurs, randonneurs, gastronomes ou simples amoureux de la nature, nous profitons tous des bienfaits de la présence humaine dans la montagne.

Avenir Suisse et hotelleriesuisse ont cependant raison sur un point. Un masterplan coordonné au niveau

national, impliquant les régions concernées, est souhaitable. Mais au lieu de se demander de quelles zones il faudrait se désengager, parlons plutôt des solutions! Ainsi, il nous appartient de revaloriser l'agriculture de montagne et ses fonctions, de favoriser l'innovation, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'énergie, et de développer des activités culturelles et patrimoniales dans ces régions. Pour cela, il faut avant tout défendre leur droit à une infrastructure de qualité: les routes, les écoles, la connexion à haut débit ! Le SAB est actif sur ces terrains depuis de nombreuses années. Il est réjouissant de voir que d'autres acteurs s'intéressent aussi à la situation de nos régions de montagne. Travaillons ensemble!



Pour le SAB, seules des situations mettant en danger des personnes peuvent conduire à un désengagement de certaines régions de montagne. (Bellwald – SAB)

ZUSAMENFASSUNG

Kein organisierter Rückzug aus den Berggebieten

In den letzten Jahren standen die Berggebiete immer wieder in der Kritik. Im Juli 2016 erklärte Andreas Züllig, Präsident von Hotelleriesuisse, gewisse Regionen sollten nicht mehr unterstützt werden. Ähnlich äusserte sich Avenir Suisse in einer kürzlich veröffentlichten Studie. Es gebe Regionen, in denen der Bevölkerungsschwund inzwischen ein solches Mass erreicht habe, dass sich «organisierte Rückzugsstrategien» aufdrängten. In der Realität sehen die Dinge allerdings anders aus. Christine Bulliard-Marbach, Präsidentin der SAB und Nationalrätin, verweist auf die Bergstürze, die sich im August 2017 in Dorf Bondo in Graubünden ereigneten. Diese stiessen nicht auf Gleichgültigkeit, sondern lösten im Gegenteil in der ganzen Schweiz eine Solidaritätswelle aus. Die SAB ist der Auffassung, dass ein Rückzug aus den Berggebieten nur bei Ereignissen infrage kommt, die das Leben der Bewohner in Gefahr bringen. Sie lehnt daher eine Denkweise, die auf rein ökonomischen Kriterien beruht und einer Zweiklassengesellschaft den Weg bahnt, entschieden ab. Sollten solche Auffassungen um sich greifen, würde dies die Abwanderung

aus den ländlichen Regionen und den Berggebieten weiter vorantreiben. Welche Eltern lassen sich schon in einem Bergdorf nieder, wenn sie nicht sicher sein können, dass es in fünfzehn Jahren in der Nähe noch eine Schule gibt? Die einseitige Kritik lässt zudem ausser Acht, dass die Berggebiete auch Arbeits-, Kultur- und Erholungsräume und ein Ort der Gastronomie sind. Die Subventionen für die Berggebiete kommen nicht nur ihren Bewohnern, sondern dem ganzen Land zugute. Wir alle profitieren von der menschlichen Präsenz in den Berggebieten: sei es als Skifahrer, als Wanderer, als Gourmet oder einfach als Naturliebhaber. Die SAB bemüht sich daher um Lösungen, die es erlauben, die Aktivitäten in diesen Räumen aufzuwerten. Dazu gilt es vor allem, dem Recht auf Infrastrukturen von hoher Qualität wie Strassen, Schulen und leistungsfähigen Internetverbindungen Gehör zu verschaffen.

RIASSUNTO

No a tutte le « strategie di ritiro organizzate » !

Durante questi ultimi semestri, molti attacchi sono stati lanciati contro le regioni di montagna. Per Andreas Züllig, presidente di hotelleriesuisse,

oltre che per Avenir Suisse, è opportuno abbandonare alcune regioni di montagna. Tuttavia, la realtà è tutt'altra. Come indicato da Christine Bulliard-Marbach, Presidente del SAB e Consigliere nazionale, le frane che hanno colpito il villaggio grigionese di Bondo, nell'agosto del 2017, non hanno suscitato l'indifferenza, ma uno slancio di generosità da parte della Svizzera intera. D'altra parte, per il SAB, solo delle situazioni che mettono in pericolo delle persone possono portare a disimpegnarsi da alcune regioni di montagna. Ecco perché il SAB respinge un pensiero basato unicamente su dei criteri economici che aprono la via a una politica territoriale a due velocità. Se questa fosse messa in opera, accelererebbe l'esodo del quale sono vittime le nostre regioni di montagna. Questi attacchi trascurano anche le funzioni assicurate dalle regioni di montagna, come luoghi di lavoro, di cura, di cultura e di gastronomia. Le sovvenzioni che spettano alle regioni di montagna non giovano solo ai loro abitanti, ma all'insieme del paese. È per questo motivo che il SAB cerca delle soluzioni, per rivalorizzare le attività sviluppate in questi spazi. A tal fine, bisogna innanzitutto difendere il diritto a delle infrastrutture di qualità: delle strade, delle scuole, delle connessioni ad alta velocità !